

Communiqué de presse

Paris, le 10 avril 2024

Attal a-t-il peur de la jeunesse ?

Le gouvernement multiplie les prises de parole pour dénoncer une jeunesse qui serait violente, incontrôlable, soumise aux "dérives des réseaux sociaux"... Ces discours viennent justifier des mesures punitives et coercitives à l'encontre de cette jeunesse que le gouvernement s'emploie à trier et à rendre docile notamment à travers la mise en place du SNU. Pour SUD éducation, il y a, au contraire, urgence à protéger la jeunesse, à lui garantir l'égalité des droits et à construire une société dans laquelle elle pourra agir et s'épanouir.

La généralisation annoncée des évaluations nationales, la promotion du redoublement, le tri des élèves dans des groupes avec le Choc des savoirs, la mise en place d'une classe de relégation pour les élèves n'ayant pas eu le brevet mais aussi l'orientation post-bac via Parcoursup constituent un système de tri et d'exclusion des élèves du système éducatif. Les réformes menées par Blanquer puis par Attal mettent au jour un projet d'école inégalitaire et standardisé, qui relègue les élèves en difficultés scolaires ou sociales, les élèves allophones ou encore les élèves en situation de handicap.

La politique éducative de tri social est renforcée par un arsenal répressif et une culpabilisation des élèves et de leurs parents. Gabriel Attal a ainsi annoncé le mardi 9 avril que de nouvelles mesures seraient prises très prochainement pour rétablir l'ordre partout. Pour SUD éducation, c'est la justice sociale et les services publics qu'il faut rétablir partout. Les personnels de l'Éducation nationale dénoncent unanimement le manque de personnels dans les écoles et les établissements scolaires ainsi que le démantèlement des services médico-sociaux dans et en dehors de l'école. La priorité du gouvernement devrait être d'une part de garantir un cadre éducatif serein, propice aux échanges et aux apprentissages et d'autre part de protéger les enfants et les jeunes victimes de violences. 3000 enfants dorment à la rue, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles chaque année, 10% des élèves sont victimes de harcèlement scolaire, les jeunes placés en famille d'accueil ont deux fois moins de chances que le reste de la population d'obtenir le baccalauréat : les réponses ne doivent pas être répressives mais éducatives et sociales.

Contre le rêve d'Attal d'une jeunesse docile soumise au SNU que nous combattons, SUD éducation appelle les personnels à défendre pied à pied les droits des élèves . La jeunesse a droit à la démocratie, au respect, à être protégée à l'école comme ailleurs !

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org

